Un cadre burundais du parti au pouvoir incarcéré pour "incitation à la haine"

@rib News, 29/04/2018 â€“ Source AFP Un cadre du parti au pouvoir au Burundi a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© et Ã©crouÃ© dimanche "incitation Ã la haine" aprÃ¨s avoir tenu des propos menaÃ§ants envers les opposants au rÃ©fÃ©rendum constitutionnel du 17 mai. Melchiade Nzopfabarushe, ancien chef de cabinet adjoint du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et ancien vice-prÃ©sident des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, avait profÃ©rÃ© ces propos Ã la mi-avril lors d'un meeting prÃ¨s de Bujumbura.

Il avait alors dÃ©clarÃ© qu'il Ã©tait "envoyÃ©" par le parti CNDD-FDD, au pouvoir, et avait en substance prÃ©venu les partisa du non au rÃ©fÃ©rendum qu'ils pourraient finir au fond du lac Tanganyika. Un enregistrement vidÃ©o de ce discours a rÃ©cemment Ã©tÃ© diffusÃ© sur les rÃ©seaux sociaux, suscitant de nombreuses rÃ©actions des internautes, et le CNDD-FDD s'est dimanche officiellement dÃ©solidarisÃ© de M. Nzopfabarushe. "Le parti CNDD-FDD a Ã©tÃ© surpris d'entendre des propos haineux attribuÃ©s Ã M. Melchiade Nzopfabarushe, des propos qui peuvent entacher l'unitÃ© et la cohÃ©sion des Burundais", a indiquÃ© le parti dans un communiquÃ©. Il "exhorte tous ses membres Ã la tolÃ©rance politique et demande Ã l justice de se saisir de ce cas". Une source interne au parti a toutefois minimisÃ© la portÃ©e de ce geste en expliquant Ã l'AFP que M. Nzopfabarushe avait Ã©tÃ© "sacrifiÃ© sans Ã©tats d'Ã¢me car il Ã©tait en disgrÃ¢ce depuis plusieurs mois". Il s'a du premier responsable du parti au pouvoir arrÃªtÃ© pour de tels propos alors que plusieurs enregistrements vidÃ©o et audio de cadres du parti circulent depuis des mois sur les rÃ©seaux sociaux, sans aucune consÃ©quence pour leurs auteurs. Des dizaines d'opposants, essentiellement membres de l'ex-rÃ©bellion des FNL d'Agathon Rwasa, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s depuis le lancement en dÃ©cembre 2017 d'une campagne "d'explications" sur le rÃ©fÃ©rendum constitutionnel, qui devrait permettre au prÃ©sident Nkurunziza de rester au pouvoir jusquâ€™en 2034. La FIDH a dÃ©noncÃ© la semaine derniÃ¨re "une campagn de terreur (de la part des autoritÃ©s) pour contraindre la population Ã s'inscrire sur les listes Ã©lectorales et Ã voter en faveur de la rÃ©vision constitutionnelle", accusant "de hauts responsables du parti au pouvoir, du gouvernement et de l'administration" de profÃ©rer rÃ©guliÃ¨rement "des discours incendiaires".

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});